

Inter Pares

Faits saillants 2008

En 2008, Inter Pares a offert au-delà de 6,5 millions \$ en appui financier, en plus de soutenir sur le plan politique et organisationnel le travail de ses homologues en Asie, en Afrique, en Amérique latine et au Canada. Voici quelques faits saillants de ces activités. Pour de plus amples détails, consulter le site Web d'Inter Pares, www.interpares.ca.



RITA MORRIS

Distribution des denrées alimentaires dans un camp de réfugiés de la Birmanie, en Thaïlande.

AU BANGLADESH, en milieu rural, il est essentiel d'avoir accès à des terres cultivables pour survivre. Sur la côte, une part énorme du territoire agricole est cependant monopolisée par l'industrie de l'aquaculture qui produit des crevettes d'exportation. Dans une région, 13 000 personnes ont dû quitter leur ferme pour faire place à l'industrie de la crevette.

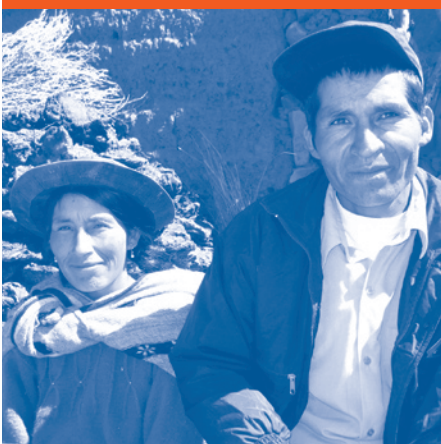
Asie

Nijera Kori a lancé une campagne de mobilisation pour les personnes touchées. Après des années d'efforts, près du quart des terres a été rendu à la population locale cette année. C'est grâce à des campagnes de ce genre que Nijera Kori, qui compte plus de 260 000 membres, peut assurer la promotion et la défense des droits des populations les plus pauvres du pays.

En cette année de crise mondiale du prix des denrées, l'un des groupes les plus touchés est la population birmane réfugiée dans les camps en Thaïlande, qui dépend entièrement de l'aide alimentaire. De concert avec le **Thailand-Burma Border Consortium**, Inter Pares a organisé une campagne de sensibilisation auprès des parlementaires et fonctionnaires canadiens en vue d'obtenir un supplément d'aide financière. Il en a résulté l'annonce par le gouvernement canadien d'un

programme d'aide de 2 millions \$ étalé sur deux ans afin de combler les besoins alimentaires dans les camps de réfugiés. Cette manifestation de soutien a également incité d'autres pays donateurs à suivre l'exemple du Canada.

Aux Philippines, l'organisation de santé **Likhaan** travaille dans les pires bidonvilles de grandes cités telles que Manille. Prises en charge par des bénévoles du milieu ayant reçu une formation, les cliniques communautaires de Likhaan ont offert à plus de 5000 femmes des consultations en planification familiale et en obstétrique. Pour aider les personnes pauvres à obtenir des soins de santé autrement inabordables, Likhaan a lancé en 2008 un programme d'autoassurance par l'entremise d'organisations communautaires. Likhaan s'attend à ce qu'au moins 1200 personnes s'inscrivent au programme cette année.



JEAN SYMES

Membres d'une communauté andine de Huancavelica, au Pérou.

ALORS QUE LES ÉCONOMIES NATIONALES en Amérique centrale et en Amérique latine sont étranglées, les gens quittent leur pays à la recherche d'emplois et de moyens de subsistance au Mexique ou aux États-Unis. Ces populations migrantes sont gravement exposées à l'extorsion, à la violence physique et sexuelle, et même à la mort. La **Casa del Migrante Tecún Umán** au Guatemala offre des services de soutien aux personnes migrantes et les informe de leurs droits pour leur permettre de mieux se défendre en cas d'arrestation ou d'extorsion par les fonctionnaires.

Amérique latine

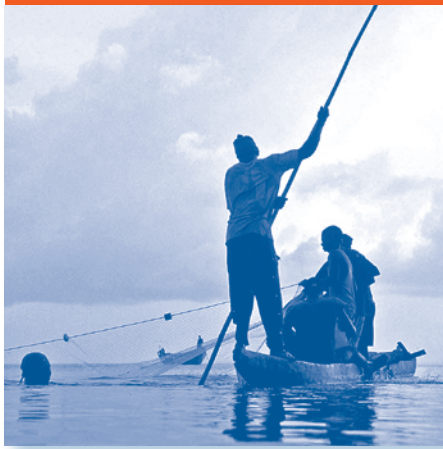
Cette année, plus de 4200 personnes migrantes ont utilisé les services de la Casa pour voyager de façon plus sécuritaire. La demande est telle que la Casa consacre une part accrue de son budget à la formation en droits de la personne afin de promouvoir la sécurité et la dignité des personnes migrantes.

Huancavelica, située dans les Andes, a été l'une des régions les plus affectées par le conflit violent au Pérou – c'est aussi l'une des régions les plus pauvres du pays. Depuis plus de dix ans, **Project Counselling Service** (PCS) travaille de concert avec les citoyennes et les citoyens de Huancavelica à développer les compétences requises pour rebâtir l'infrastructure économique et sociale de la région. En offrant de la formation dans divers domaines – gouvernance démocratique, planification participative, préparation de budgets, promotion de l'égalité des sexes – des conseillers municipaux et des professionnels du milieu travaillent à rebâtir leur communauté fondée sur une culture de justice, de paix et d'égalité. Cette

année, l'université locale a intégré cette formation au programme d'étude régulier, ce qui en assure la pérennité. De plus, PCS offre maintenant son programme de formation dans la région d'Apurimac, en s'appuyant sur les réussites et les leçons tirées de l'expérience de Huancavelica.

Les conflits armés au Pérou, au Guatemala et en Colombie ont tué et déplacé des milliers de personnes. Celles et ceux qui ont survécu s'organisent aujourd'hui pour exiger vérité, justice et réparation de leurs gouvernements. Ils veulent rétablir la mémoire collective du pays, raconter leur histoire à l'ensemble de la population et exigent que l'État traite des conséquences de cette violence. Par l'entremise de PCS, quarante participants de ces trois pays ont pris part à un échange au Pérou. Cela leur a permis de partager leurs expériences et d'en apprendre davantage sur les stratégies en matière de processus juridiques, de plaider auprès des autorités et de rétablissement de la communauté.

Afrique



EMMANUEL LUCE

Pêcheurs des îles Bijagos de la Guinée-Bissau.

À L'ÉPOQUE COLONIALE, les ressources de l'Afrique ont enrichi les industries du Nord sans rapporter grand-chose aux communautés africaines. Cela n'a pas beaucoup changé. **L'Initiative africaine sur l'exploitation minière, l'environnement et la société** (AIMES), un réseau panafricain de la société civile de dix-huit pays, presse les États africains de mettre fin aux pratiques minières abusives qui rapportent peu aux économies locales et détruisent l'environnement. AIMES fait la promotion de politiques alternatives et de cadres de réalisation avec l'État, tout en aidant les communautés touchées par les activités minières à s'organiser. À la suite de la mobilisation citoyenne, les

dirigeants de la Zambie, de la Tanzanie et du Congo ont entamé des procédures pour rouvrir les contrats de multinationales afin d'exiger des dispositions plus avantageuses pour les économies locales.

COMME BIEN DES GENS dans le monde, les citoyennes et les citoyens de la Guinée-Bissau font face cette année à des hausses frappantes du prix de produits de base tels que le riz, le blé et le maïs. Pour contrer cette crise, l'organisation environnementale locale **Tiniguena** a mis sur pied un mouvement qui favorise la production et la consommation d'aliments locaux. Tiniguena a lancé la *cozinha do terra* – la « cuisine du terroir » – qui achète des produits locaux pour les transformer en plats nutritifs afin de promouvoir les denrées et les plats locaux. Tiniguena poursuit également son travail en milieu rural, appuyant les populations agricoles guinéennes par l'entremise d'échanges de variétés de semences locales et d'activités de formation en agriculture biologique. Tiniguena contribue ainsi à bâtir la résilience des gens en facilitant l'accès à des produits alimentaires locaux.

GOUVERNEMENTS ET MULTINATIONALES pressent de plus en plus les producteurs africains d'utiliser des semences génétiquement modifiées (GM), ce qui augmente les coûts d'investissement, menace la biodiversité et accroît les risques de récoltes déficitaires. La résistance des communautés agricoles à l'introduction de semences GM a mené à la création d'un réseau régional regroupant neuf pays d'Afrique de l'Ouest. Aujourd'hui, la **Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain** (COPAGEN) représente des millions de petits agriculteurs et agricultrices. Par l'entremise de films, de caravanes d'éducation et de rencontres publiques, COPAGEN informe les agricultrices et les agriculteurs, les populations urbaines et la classe politique des répercussions du génie génétique en agriculture. Cela a incité le gouvernement du Bénin à reconduire un moratoire de cinq ans sur l'introduction des cultures GM. Par son travail, COPAGEN aide les communautés agricoles d'Afrique de l'Ouest à participer aux débats nationaux sur l'impact de la biotechnologie sur les politiques et pratiques agricoles.

Canada



REBECCA WOLSKA

Javiera Rulli du Paraguay au forum public Nourrir le monde ou les voitures, à Ottawa.

LES SOCIÉTÉS MINIÈRES CANADIENNES ont l'habitude de procéder à leurs activités d'exploration et d'exploitation sans trop en mesurer l'impact sur la vie des gens et sur l'environnement. **Mines Alerte Canada** veille à ce que les décisions gouvernementales en matière d'utilisation des terres reflètent davantage les préoccupations sur le plan social, de la santé et de l'environnement. Après des années de plaidoyer, et peu après la publication du dernier rapport de Mines Alerte sur la forêt boréale du nord du Canada, le gouvernement ontarien annonçait son intention de protéger jusqu'à la moitié de la forêt boréale de la province contre les activités minières et l'exploitation des ressources. Mines Alerte

a également remis en question la décision du gouvernement fédéral de permettre l'utilisation des lacs d'eau douce comme décharges de déchets miniers toxiques, faisant parvenir une pétition à la vérificatrice générale du Canada pour l'exhorter à revoir cette décision de toute urgence.

LE PRINTEMPS DERNIER, de concert avec une coalition d'organisations canadiennes, Inter Pares a organisé une semaine nationale d'éducation sur l'impact exercé par les agrocarburants sur les droits de la personne, la production alimentaire et l'environnement. La campagne **Nourrir le monde ou les voitures** a réuni des conférenciers des Amériques, d'Asie et d'Afrique. D'un bout à l'autre du Canada, ils ont sensibilisé les gens à l'impact négatif de l'essor des agrocarburants sur les communautés des pays du Sud et leur impact éventuel sur le Canada. Grâce à l'hospitalité et aux talents d'organisatrices et d'organiseurs de Saskatoon, Winnipeg, Ottawa, Montréal, Halifax et Charlottetown, des milliers de Canadiennes et de Canadiens ont pu participer au débat public sur les dangers découlant de la transformation des cultures vivrières en combustibles. On

peut visionner le forum public d'Ottawa en ligne à www.interpares.ca/cpacvideo.

LES PRATIQUES DE FILTRAGE des voyageurs instaurées par les gouvernements du Canada et des États-Unis dans les aéroports et au passage des frontières menacent le droit de circuler librement et le droit à la vie privée au Canada. Listes de surveillance et listes d'interdiction de vol sont invoquées pour intercepter des voyageurs aux frontières, les interroger et les empêcher parfois de poursuivre leur voyage. Certains se sont fait dire que la seule façon de ne plus figurer sur la liste est d'obtenir un changement de nom officiel. Ces listes ont été utilisées pour empêcher des militantes et des militants pour la paix et des syndicalistes d'entrer au Canada et aux États-Unis. En 2008, la **Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles** a amorcé une enquête en recueillant les récits de personnes injustement détenues ou empêchées de voyager. Cette information sera utilisée aux fins d'éducation du public et pour aborder avec les autorités des pratiques abusives telles que le profilage racial. Pour plus d'information, consulter www.surveillancedesvoyageurs.ca.

Le travail d'Inter Pares est possible grâce à l'appui de milliers de partisans et de partisanes d'un bout à l'autre du Canada et à l'aide financière du gouvernement canadien, versée par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et du Centre de recherches pour le développement international (CRDI). Inter Pares est profondément reconnaissante de l'appui et de la confiance qui nous sont accordés.

Inter Pares, 221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario), Canada K1N 6P1

Tél. (1-613) 563-4801 ou (1-866) 563-4801 (sans frais) Téléc. (1-613) 594-4704 www.interpares.ca